

ALGÉRIE HORIZON 2020

# L'initiative NABNI présente ses propositions

**Cinquante ans après le recouvrement de son indépendance, quel bilan fait-on pour l'Algérie et quelle perspective à l'horizon 2020 ? L'initiative Nabni (Notre Algérie Bâtie sur de Nouvelles Idées) a tenté hier, lors d'une conférence-débat organisée à la salle Cosmos de Riadh El Feth, de répondre à ces deux interrogations.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon les conférenciers, «cette initiative n'est ni une contribution académique, ni un manifeste politique». Il s'agit plutôt, ajoute la même source, «d'un produit d'une réflexion de jeunes Algériens et Algériennes qui ont décidé d'apporter, en toute humilité, leur énergie et leur expérience pour faire émerger de nouvelles idées et une réflexion originale sur le devenir de leur pays, notamment sur les plans social, économique et en matière de gouvernance des institutions, qui affectent le quotidien des citoyens».

Ainsi, au moins cinq secteurs ont été évoqués et débattus par les différents intervenants, à savoir «l'économie, l'éducation, la santé, le vivre-ensemble et la gouvernance». Dans le domaine économique, l'on juge qu'il est «impératif d'engager l'Etat dans la voie de l'indépendance budgétaire vis-à-vis de la rente en inscrivant dans la Constitution les plafonds d'allocation



Nabni plaide pour une augmentation du PIB hors-hydrocarbures de plus de 65% d'ici 2020.

de la fiscalité pétrolière au budget, soit 50% en 2020, 20% en 2030 et 0% en 2035, et en réorientant les surplus vers les investissements d'avenir via un fonds souverain.

Les animateurs de l'initiative Nabni plaident notamment pour une «augmentation du PIB hors-hydrocarbures de plus de 65% d'ici 2020 et pour le doublement de ce dernier d'ici 2023, correspondant à un taux de croissance moyen hors-hydrocarbures de 6% par an à partir de 2015 et de 7,5% à partir de 2020, une part des exportations hors-hydrocarbures proche de 4% en 2020, 9% en 2025 et 20% en 2030, un taux d'in-

vestissement privé qui atteint 20% du PIB en 2020 (contre moins de 10% en 2012), un taux de chômage de 8% en 2020 (15% pour les diplômés de moins de 30 ans) et un taux d'emploi qui atteint 60% (dont 40% de taux d'emploi des femmes), ou encore un climat des affaires de classe mondiale en 2020, soit être parmi les 50 meilleurs mondiaux».

«Dès le lancement des travaux d'Algérie 2020, nous avons utilisé l'image du Titanic, ce magnifique paquebot qui, malgré toute sa puissance, a sombré il y a exactement un siècle au contact d'un iceberg qu'il n'a pu éviter faute d'avoir entamé son virage à temps. Le

navire avait amorcé son virage dix minutes après, et son inertie l'a empêché de changer de direction suffisamment vite. Cette image du Titanic nous permet de souligner la nature du virage que notre pays doit amorcer d'urgence», explique-t-on.

L'initiative Nabni ajoute, par ailleurs, que, dans tous les domaines, «que ce soit l'économie, l'éducation, la santé, ou la gouvernance publique, notre pays est à la traîne comparé à d'autres pays à revenu intermédiaire».

Le secteur de l'éducation souffre d'une inefficacité criante et d'une faible qualité. Le coût d'un diplômé atteint plus de 500% du

PIB par habitant, alors qu'il n'est «que de 200% en Tunisie et 180% en Égypte, par exemple». La solution ? Pour les animateurs de l'initiative Nabni, il est urgent de «rompre avec la rente, de rendre le climat des affaires attractif, de concentrer les politiques économiques sur la diversification et instituer la gouvernance économique».

Selon Zoubir Benhamouche, membre du comité de pilotage du réseau Nabni, «rien n'est possible sans changement politique préalable». Et d'ajouter : «L'émergence d'une autre gouvernance capable de développer l'Algérie est l'affaire de tous les Algériens. La gouvernance est le thème central de notre rapport, et on a un certain nombre de propositions pour changer radicalement le cadre. Nous, nous voulons rompre avec le fatalisme ambiant, avec la déresponsabilisation collective. Tout le monde regarde ce problème de gouvernance comme une fatalité, quelque chose qui ne peut changer que par miracle. On dit non. La clé du changement réside aussi en chacun de nous. On peut tous, à notre niveau, changer nos comportements pour faire émerger de nouvelles règles dans notre société. Des exemples concrets sont donnés dans notre rapport.»

A. B.

## DOUANES

### L'importation de véhicules avec la licence Moudjahidine en hausse de 951%

Les douaniers célébraient, hier, la Journée internationale des douanes. La cérémonie s'est tenue au nouveau siège de la Direction des douanes à la Salamandre, en présence des autorités militaires et civiles. Un événement placé cette année sous le slogan «Les frontières séparent, les douanes rapprochent». La cellule de communication des douanes a présenté d'une manière exhaustive, le bilan annuel des activités de l'inspection divisionnaire des douanes durant l'exercice 2012.

La douane s'est dotée d'un matériel informatique des plus performants avec notamment le nouveau programme 2011-2015, qui consiste à développer davantage l'outil informatique.

Evoquant les différentes activités douanières au niveau du port de Mostaganem et des contrôles routiers par des patrouilles douanières durant l'année 2012, le responsable de la communication a précisé que 974 affaires ont été soumises aux juridictions concernées, liées notamment aux infractions au change et à la contrebande outre la saisie d'importantes quantités de marchandises (pièces de rechange et moteurs véhicules, tabacs, alcools, portables, véhicules, habits, produits cosmétiques...).

Le nombre de véhicules importés avec la licence Moudjahidine en 2012 est de 1 525 contre 145 en 2011, soit une hausse de 951%. Les résultats enregistrés durant l'année 2012 sont positifs, a estimé notre interlocuteur.

En matière de traitement des marchandises, de leur dédouanement et de leur enlèvement ainsi que les activités d'exportation, il a été noté par les transitaires que la douane, en comparaison aux années précédentes, facilite les flux licites des marchandises et des moyens de transport. Il s'agit donc pour la douane, dira le même responsable, de mettre en œuvre une politique d'ouverture et d'échange avec l'ensemble des partenaires étatiques ou privés pour une amélioration de ses performances.

A. B.

## LE GOUVERNEMENT LIBYEN PRIS AU DÉPOURVU

# Les Occidentaux quittent Benghazi

**La décision du gouvernement britannique de rappeler ses ressortissants installés à Benghazi a provoqué un vent de panique en Libye. Plusieurs pays occidentaux ont suivi la voie de Londres.**

Une note du Foreign Office a créé une situation de crise en Libye. Jeudi, le département britannique des affaires étrangères recommandait à ses ressortissants installés à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque, de quitter la ville. «Nous sommes au courant d'une menace imminente pour les Occidentaux à Benghazi. Nous vous conseillons d'éviter tout voyage à Benghazi et nous exhortons tous les ressortissants britanniques qui sont là de partir immédiatement», précise cette note diffusée via le portail internet du département des affaires étrangères.

Le Foreign Office ne donnera aucune précision sur l'origine ni la nature de cette «menace imminente». Un conseil qui sera suivi immédiatement par d'autres Etats occidentaux, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Australie. Pourtant, certains pays n'ont pas caché leur étonnement. C'est le cas de la France qui, par la voix de son consul honoraire à Benghazi, a avoué «se poser des questions». «Ils (les Britanniques) ont affolé tout le monde», a déclaré Jean Dufriche à des médias français. Selon lui, tout serait parti d'une «rumeur» propagée «par des islamistes radicaux». Vendredi, le ministère français des Affaires étrangères mettait en ligne l'alerte suivante : «En raison de la persistance des tensions sécuritaires liées à la situation régionale ainsi que des rumeurs faisant état de menaces visant



Un véhicule de police en faction devant le consulat de Suède.

les ressortissants des pays occidentaux, il convient de s'abstenir temporairement, dans toute la mesure du possible, de se rendre en Cyrénaïque.»

Paris s'est donc aligné sur Londres et a ordonné à la quarantaine de Français vivant à Benghazi de quitter la Cyrénaïque. Mais cette situation a provoqué l'incompréhension mais surtout l'ire des autorités libyennes.

Le vice-ministre libyen de l'Intérieur chargé de la sécurité a déclaré avoir saisi officiellement l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli pour obtenir des explications. En vain. «Aucune réponse n'est parvenue au département de l'intérieur libyen», a reconnu Omar Al-Khadraoui. «Si la Grande-Bretagne a peur pour ses ressortissants (...), elle pouvait les retirer tranquillement sans causer toute cette agitation», a précisé

pour sa part le second vice-ministre de l'Intérieur libyen, Abdallah Massoud. Pour lui, «rien ne justifiait cette réaction». De son côté, le Premier ministre, Ali Zeidan, a mis en avant le dispositif mis en place par les services libyens pour assurer la protection des ressortissants occidentaux. «Il y a eu exagération de la part de certains pays. Ils ont pris des mesures et nous pouvons le comprendre. Mais la réalité est que ces personnes de nationalité étrangère vivent très pacifiquement en Libye et qu'il y a des mesures de sécurité pour les protéger.» Rappelons que le 11 septembre 2012, l'ambassadeur des Etats-Unis à Tripoli ainsi que trois fonctionnaires américains avaient été tués lors d'une attaque terroriste contre le consulat des Etats-Unis à Benghazi.

T. H. et agences